

les **IR**
Républicains

LES RÉPUBLICAINS – VAL-DE-MARNE AUTREMENT



Handicap : il est urgent d'agir !

Lors du débat d'entre-deux tour de l'élection Présidentielle de 2017, le candidat E. Macron expliquait vouloir faire du handicap l'une des priorités de son quinquennat, prenant par exemple comme engagement de créer « tous les postes d'auxiliaires de vie scolaire pour que les jeunes enfants en situation de handicap puissent aller à l'école » ainsi que « les postes et les structures pour que les enfants, en particulier les jeunes autistes n'aient plus à aller à l'étranger pour pouvoir être en centres, lorsqu'ils sont obligés de l'être ». De belles paroles, mais où sont aujourd'hui les actes ?

En effet, 18 mois après l'élection d'E. Macron, ses promesses de campagne sur le handicap, comme beaucoup d'autres, sont désormais bien loin !

Alors qu'en 10 ans, le nombre d'élèves en situation de handicap a triplé, passant de 100 000 en 2006 à 320 000 en 2017, la question de leur accueil à l'école est cruciale. **À la rentrée 2018, de nombreux élèves sont restés sans solution d'accompagnement** par un AVS, assistant de vie scolaire ou AESH, accompagnant d'élèves en situation de handicap. Une situation jamais vue d'après Jean-Luc Duval, président du Collectif Citoyen Handicap.

C'est pour cela que le député Les Républicains Aurélien PRADIE a déposé à l'Assemblée nationale une proposition de loi relative à « l'inclusion des élèves en situation de handicap ».

Face à l'urgence de la situation, le texte de la proposition prévoyait un statut unique « d'accompagnant à l'inclusion scolaire » mieux rémunéré pour les AVS

et les AESH, la création de formations diplômantes et la réduction pour les familles du délai d'examen des demandes d'aide.

Malheureusement pour les enfants et pour leurs familles, **les députés « En Marche ! » et le gouvernement ont voté contre ce texte.** Les députés de la majorité ont même rejeté d'office cette proposition sans même vouloir en débattre.

Circulez, il n'y a rien à voir. L'inclusion scolaire des enfants handicapés ne paraît pas être une priorité. De notre côté, nous soutenons les familles qui sont encore aujourd'hui plusieurs semaines après la rentrée sans solution.

S'agissant de l'autisme, là encore, le gouvernement ne prend pas la mesure de l'urgence de la situation. Alors que le Président Macron s'était engagé à faire de la prise en charge de l'autisme une priorité nationale, **les annonces liées au 4^e plan autisme ont profondément déçu les familles.**

Manque de moyens, de mesures concrètes ou d'accompagnement pour les familles : ce plan annoncé à grand renfort de communication débouche sur des mesures qui n'ont « ni la forme ni les moyens d'un grand plan de santé publique », selon l'association Autisme France.

Les élus de notre groupe sont particulièrement attentifs à cette question et sont intervenus plusieurs fois auprès de l'ensemble des décideurs pour alerter sur les difficultés d'accueil des personnes autistes et sur le désarroi des familles.

Nous avons soutenu en février dernier la proposition de l'exécutif départemental visant à créer 380 nouvelles places

d'accueil pour les personnes en situation de handicap, dont 235 réservées aux enfants et adultes autistes.

En septembre dernier, lors de l'audition du Préfet, nous nous sommes émus que le rapport annuel des services de l'Etat ne comporte pas une ligne sur le handicap et nous avons interrogé le Préfet pour savoir comment l'Etat comptait accompagner le développement de places d'accueil pour les personnes handicapées dans le département. Silence radio.

Convaincus qu'il est de la responsabilité des élus et des institutions publiques de mettre en lumière les problèmes et difficultés rencontrés par nos concitoyens, nous réitérons notre souhait que la prise en compte des troubles autistiques devienne une priorité départementale. C'est pourquoi nous avons réclamé qu'elle devienne une « **grande cause départementale 2019** » pour le Département du Val-de-Marne.

Parce que cette question ne saurait souffrir d'aucun clivage partisan, nous espérons que la majorité départementale accèdera à notre demande répétée depuis presque une année entière. ■

Olivier CAPITANIO, Jean-Daniel AMSLER, Karine BASTIER, Paul BAZIN, Fernand BERSON, Laurence COULON, Chantal DURAND, Hervé GICQUEL, Emmanuel GILLES de la LONDE, Pierre-Jean GRAVELLE, Patricia KORCHEF-LAMBERT, Françoise LECOUFFLE, Jean-François LE HELLOCO, Deborah MÜNZER, Marie-France PARRAIN, Marie-Christine SÉGUI, Nicolas TRYZNA, Julien WEIL, Métin YAVUZ

Écrivez-nous sur : groupe-lesrepublicains-valdemarne-autrement@valdemarne.fr

Réseaux sociaux : Likez et faites liker notre page www.facebook.com/94autrement